



**Avoir moins de 35 ans au centre du Mali :**  
*« Anw ka sini niaya sigui be dibi la »<sup>1</sup>*

**Décembre 2019**

---

<sup>1</sup> « Notre avenir est dans l'ombre, dans l'obscurité »

	<u>Page</u>
RESUME EXECUTIF.....	3
INTRODUCTION.....	4
1. Projet Mali-Centre pour la sécurité et le développement.....	4
2. Approche méthodologique et collecte des données.....	4
3. Le rapport thématique consacré aux jeunes.....	5
I- GOUVERNANCE, SOCIO-ECONOMIE ET SECURITE : REGARDS CROISES.....	6
1. Perceptions des populations sur les problèmes de gouvernance.....	6
2. Perceptions sur les problèmes économiques.....	7
3. Perception sur les problèmes sécuritaires.....	9
II. LES JEUNES ET LA PRISE DE DECISION.....	11
1. Engagement associatif et question du leadership des jeunes.....	11
2. Les jeunes dans la vie publique.....	13
III. LES JEUNES FACE A L'AVENIR : ECLAIRAGE SUR LES ASPIRATIONS.....	15
1- Perceptions de la situation actuelle.....	15
2. Perceptions sur l'avenir.....	16
3. Les aspirations des jeunes : panorama des alternatives futures.....	17
CONCLUSION.....	20
ANNEXE.....	21

## RESUME EXECUTIF

Cette étude se fonde sur un dispositif de recherche quantitatif (enquêtes par questionnaire) et qualitatif (groupes de discussion) permettant d'apporter un éclairage sur les préoccupations des jeunes de moins de 35 ans dans les régions de Mopti et Ségou. Avoir moins de 35 ans au centre du Mali, homme ou femme, aujourd'hui c'est être célibataire et vivre d'un emploi précaire (auto-emploi dans le commerce, couture, divers services) qui ne permet pas d'être pleinement indépendant. Les difficultés économiques rendent de ce fait la jeunesse malienne vulnérable, y compris au recrutement par les groupes armés non-étatiques. Des enquêtes conduites entre avril-mai 2019, trois résultats principaux peuvent être mis en évidence :

- Premièrement, l'analyse des opinions et perceptions sur les enjeux actuels en matière de gouvernance, de développement socioéconomique et de sécurité dans les régions de Mopti et Ségou montre que les adultes sont sensiblement plus nombreux à avoir une opinion plus négative de la situation que les jeunes. Parmi les problèmes de gouvernance auxquels l'ensemble des répondants (jeunes et non-jeunes) disent faire face, l'absence de l'État arrive en tête avec environ 52 % des réponses (dont 49 % des répondants jeunes et 53 % des adultes). Le problème sécuritaire le plus saillant exprimé est l'absence des forces de sécurité (53% des répondants dont 57% des adultes et 46% des jeunes). Dans la plupart des localités d'enquête, les jeunes ayant participé aux groupes de discussion ont également indiqué que cette absence des forces de sécurité représentait la raison principale de l'émergence et l'affirmation des acteurs sécuritaires non-étatiques. Enfin concernant les problèmes économiques, 75% de la population interrogée perçoit la pauvreté comme le problème le plus important (78% d'adultes, 70% de jeunes et 79% de femmes pour 69% d'hommes) ;
- Deuxièmement, les enquêtes ont démontré que la prise de décision au niveau local appartenait majoritairement aux hommes de plus de 35 ans, *a contrario* de leur poids démographique dans la société. La possibilité pour les plus jeunes de participer aux processus de prise de décision (public et/ou privé) reste donc largement déterminée par le contexte politique et culturel et, en particulier, les normes patriarcales et gérontocratiques qui continuent de dicter l'organisation de la communauté au Mali ;
- Enfin, l'analyse des perceptions des répondants (jeunes et non-jeunes) a également soulevé un certain nombre d'inquiétudes sur leurs situations actuelles et futures. Les facteurs explicatifs sont divers mais, la crise de l'éducation et l'absence d'opportunités économiques sont les plus couramment citées. L'emploi apparaît comme le problème le plus courant, l'écrasante majorité des répondants souhaitant posséder de la terre et s'investir dans l'agriculture (90%), avoir un troupeau et s'investir dans l'élevage (89%) ou encore créer leur propre entreprise dans leur localité (82%).

## INTRODUCTION

Avec un effectif total de plus de 1,8 millions, les jeunes de 18 à 35 ans représentent près de 34 % de la population des régions de Ségou et Mopti (5 523 000 habitants en 2016)<sup>1</sup>. Ce poids démographique implique des défis importants en termes d'éducation, d'accès aux ressources, d'insertion socioprofessionnelle, d'accès aux instances de décision, d'engagement citoyen et de réalisation des aspirations personnelles ou familiales. Compte tenu de leurs besoins spécifiques, la voix des moins de 35 ans doit être plus audible et leurs aspirations mieux prises en compte dans le cadre de la recherche d'une paix durable et d'une stabilité au centre du Mali. C'est l'objectif principal de cette étude thématique intitulée « *Avoir moins de 35 ans au centre du Mali : Anw ka sini niaya sigui be dibi la* » qui s'inscrit dans une série de recherches conduites dans le cadre du « Projet Mali-Centre pour la sécurité et le développement », financé par l'Union européenne.

### 1. Projet Mali-Centre pour la sécurité et le développement

Le projet triennal « Mali-Centre pour la sécurité et le développement » est financé par l'Union européenne et mis en œuvre par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) et son partenaire malien, Point Sud. Ce projet vise à suivre les tendances émergentes en matière de sécurité, de gouvernance et de développement dans les deux régions du centre du Mali (Mopti et Ségou), à travers des enquêtes quantitatives et qualitatives régulièrement administrées.

Afin de mesurer l'évolution des principales tendances affectant la paix et le développement dans ces régions, le projet effectue un suivi d'Indicateurs de Sécurité et de Développement (ISD) sur la base de questionnaires distribués tous les trois mois à un échantillon représentatif de répondants (environ 1 800), sélectionnés de façon aléatoire dans chacun des 15 cercles des régions de Ségou et de Mopti.

### 2. Approche méthodologique et collecte des données

Le projet de recherche s'appuie sur un réseau de 30 facilitateurs formés et disposant d'une connaissance approfondie du contexte dans les deux régions et qui sont chargés d'administrer chacun 60 questionnaires auprès des ménages sélectionnés. Les études de panel portent sur les mêmes ménages sur une durée de trois ans afin de mettre en évidence les évolutions des ISD.

La première phase test des enquêtes de perception sur les ISD, menée en février 2019, a concerné 2 097 ménages. Lors de la seconde phase, qui s'est déroulée entre avril et mai 2019, ce nombre a été réduit à 1 708 ménages en raison de plusieurs facteurs - dont le déplacement de certains ménages pour des raisons de sécurité - sans que le principe de représentativité de l'échantillon ne soit remis en cause. Au cours de cette deuxième phase, un questionnaire thématique « *Perceptions croisées au centre du Mali : Besoins et attentes des jeunes de moins de 35 ans* » a été adjoint au questionnaire de base sur les ISD et administré aux mêmes ménages (cf. tableau 1 sur les données récoltées). Enfin, les données collectées grâce au questionnaire thématique ont été complétées par des données qualitatives recueillies dans le cadre de groupes de discussion organisés avec les

---

<sup>1</sup> Annuaire statistique du Mali 2016 : [http://www.instat-mali.org/contenu/pub/anuair16\\_pub.pdf](http://www.instat-mali.org/contenu/pub/anuair16_pub.pdf)

moins de 35 ans dans les localités cibles, puis triangulées avec les notes d'observation de terrain des facilitateurs.

#### **Encadré 1 : Définition de la notion de « jeune »**

*La notion de « jeune » donne lieu à des lectures diverses en fonction du contexte. En Afrique subsaharienne en général et au Mali en particulier, la « jeunesse » fait référence aux conditions sociales qui marquent le début de l'adolescence jusqu'au passage à l'âge adulte. Ainsi, une femme au Mali n'est plus considérée comme jeune lorsqu'elle se marie et/ou après la naissance de son premier enfant, tandis qu'un homme perd son statut de jeune lorsqu'il entre dans la vie professionnelle et/ou qu'il fonde une famille. Comme ailleurs, la frontière entre les deux groupes d'âge a tendance à se brouiller en raison de l'allongement de la transition des jeunes vers la vie active et familiale. L'Observatoire de l'Emploi et de la Formation au Mali définit comme jeune toute personne ayant entre 15 et 40 ans.<sup>2</sup> Dans le cadre de cette étude, nous avons ciblé les jeunes âgés de 18 à 34 ans.*

**Tableau 1 : Données récoltées pour le questionnaire**

	<b>Global</b>	<b>Hommes / Femmes</b>
Échantillon	1 708	56 % / 44 %
Région Mopti	55 %	60 % / 40 %
Région Ségou	45 %	52 % / 48 %
Adulte (> 35 ans)	56%	62 % / 38%
Jeunes (≤ 35 ans)	44%	49 % / 51%
Population rurale	79%	56 % / 44 %
Taux d'alphabétisation	51%	65% / 35 %
Taux de personnes déplacées internes (PDI)	2 %	34% / 66 %
<b>Facilitateurs</b>	<b>30</b>	<b>80% / 20%</b>

### **3. Le rapport thématique consacré aux jeunes**

Ce rapport s'articule autour de trois parties pour tenter de saisir la spécificité des opinions, expériences et perspectives des moins de 35 ans par rapport à celles des adultes et du reste de la population : la première partie met en lumière les perceptions des jeunes sur les enjeux actuels en matière de gouvernance, de développement socioéconomique et de sécurité dans les régions de Mopti et Ségou ; la deuxième partie interroge les opinions des populations quant au rôle et à la place des jeunes dans la prise de décision au niveau local ; enfin, la dernière partie analyse les perceptions des moins de 35 ans sur leurs situations, actuelle et future, ainsi que leurs besoins et aspirations.

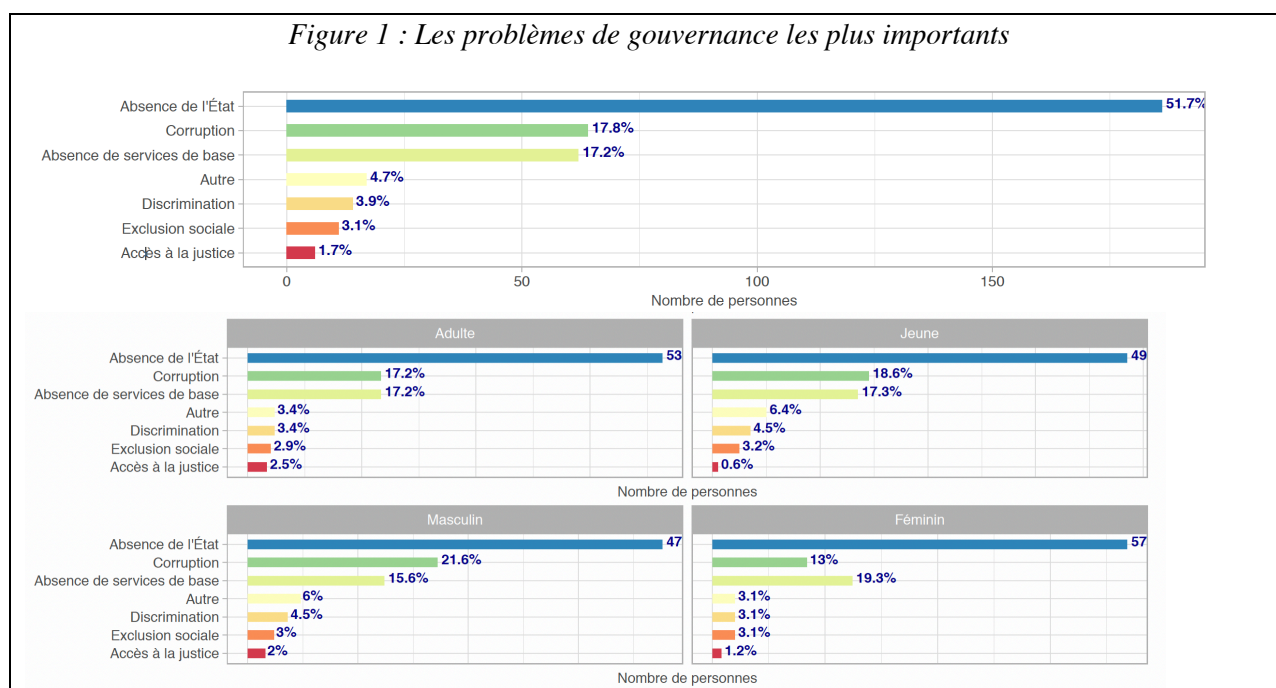
<sup>2</sup> Observatoire de l'Emploi et de la Formation au Mali (2014), « L'insertion des jeunes sur le marché du travail au Mali », p. 15.

## I- GOUVERNANCE, SOCIO-ECONOMIE ET SECURITE : REGARDS CROISES

Les populations des régions du centre du Mali sont confrontées à plusieurs problèmes d'ordres socioéconomique, sécuritaire ou de gouvernance. Cette section rend compte des perceptions des jeunes sur ces préoccupations, en essayant de mettre en lumière les contrastes éventuels avec le reste de la population.

### 1. Perceptions des populations sur les problèmes de gouvernance

Les résultats des enquêtes réalisées entre avril et mai 2019 montrent que, parmi les problèmes de gouvernance auxquels l'ensemble des répondants - jeunes et non jeunes - disent faire face, l'absence de l'État arrive en tête, totalisant environ 52 % des réponses. Parmi ces répondants, la proportion des jeunes (49 %) est inférieure à celle des adultes (53 %) et les femmes plus nombreuses (57 %) que les hommes (47 %). L'inégale présence de l'Etat sur le territoire, la faiblesse structurelle dans la délivrance des services sociaux de base, auxquelles s'ajoute une situation sécuritaire globalement détériorée et volatile, peuvent accentuer cette perception d'absence de l'Etat.



La deuxième préoccupation mise en avant est la corruption (18 %). Il existe ici aussi une faible différence de perception entre les répondants jeunes (19%) et les adultes (17%), mais une plus grande variation est observée entre les hommes (21 %) et les femmes (13 %). En dépit de multiples initiatives visant à encourager la transparence de la vie publique<sup>3</sup>, la persistance de ce phénomène

<sup>3</sup> Le dernier baromètre mondial de la corruption pour l'Afrique de Transparency International souligne que 71 % des personnes interrogées au Mali en 2019 ont estimé que leur gouvernement faisait un mauvais travail en matière de lutte contre la corruption. Voir Transparency International (2019), "Baromètre mondial de la corruption Afrique 2019 perceptions et expériences de la corruption par les citoyens voir "https://www.transparency.org/files/content/publication/French\_translation\_-\_Baromètre\_Mondial\_de\_la\_Corruption\_Afrique\_2019.pdf. p.11.

au niveau local peut renforcer la perception négative des populations vis-à-vis des pouvoirs publics, en particulier dans le secteur de la justice, qui sont parfois perçus comme prédateurs. La corruption est aussi le fait des groupes armés non-étatiques. Les enquêteurs de SIPRI-POINT SUD ont par exemple rapporté des propos d'habitants du cercle de Douentza affirmant avoir dû monnayer une escorte aux groupes d'autodéfense pour leurs déplacements entre les villages.

La troisième préoccupation perçue comme importante est l'absence de services sociaux de base – l'eau potable, l'éducation, les soins de santé, etc. Les réponses ici ne varient pas selon l'âge (environ 17 % des répondants), ni suivant le genre des personnes interrogées (16 % des répondants hommes et 19 % des répondants femmes). En revanche, les conséquences de l'accès limité aux services sociaux de base sont, pour leur part, vécues de manière différenciée par les populations, les femmes apparaissant plus affectées, notamment pour l'accès aux soins de santé :

« *Quand nous prenons le domaine de la santé, nous avons beaucoup de difficultés à cause de l'insécurité. Au centre de santé communautaire de Koubewel-Koundia (dans le cercle de Douentza, Mopti), on recevait beaucoup d'aides de la part des ONGs et des partenaires techniques et financiers. Du matériel sanitaire et des médicaments étaient reçus de la part de ces projets. Mais, à cause de l'état de nos routes et de l'insécurité ces projets sont arrêtés. Nous ne recevons plus d'aides, ni de l'Etat ni de ces projets (...). Les femmes enceintes venaient régulièrement pour le suivi des grossesses, parce qu'elles avaient accès aux médicaments gratuits ou moins chers. Actuellement, avec la crise, ce n'est plus possible. Nous sommes en rupture de médicament et beaucoup de femmes en état de grossesse préfèrent rester chez elles et ont recours aux traitements traditionnels pour leurs grossesses. Ce qui n'est pas sans conséquence (pour leur santé) »*

Propos d'une matrone (23 ans) lors d'un groupe de discussion avec des jeunes femmes de Koubewel-Koundia dans le cercle de Douentza (région de Mopti), avril-mai 2019.

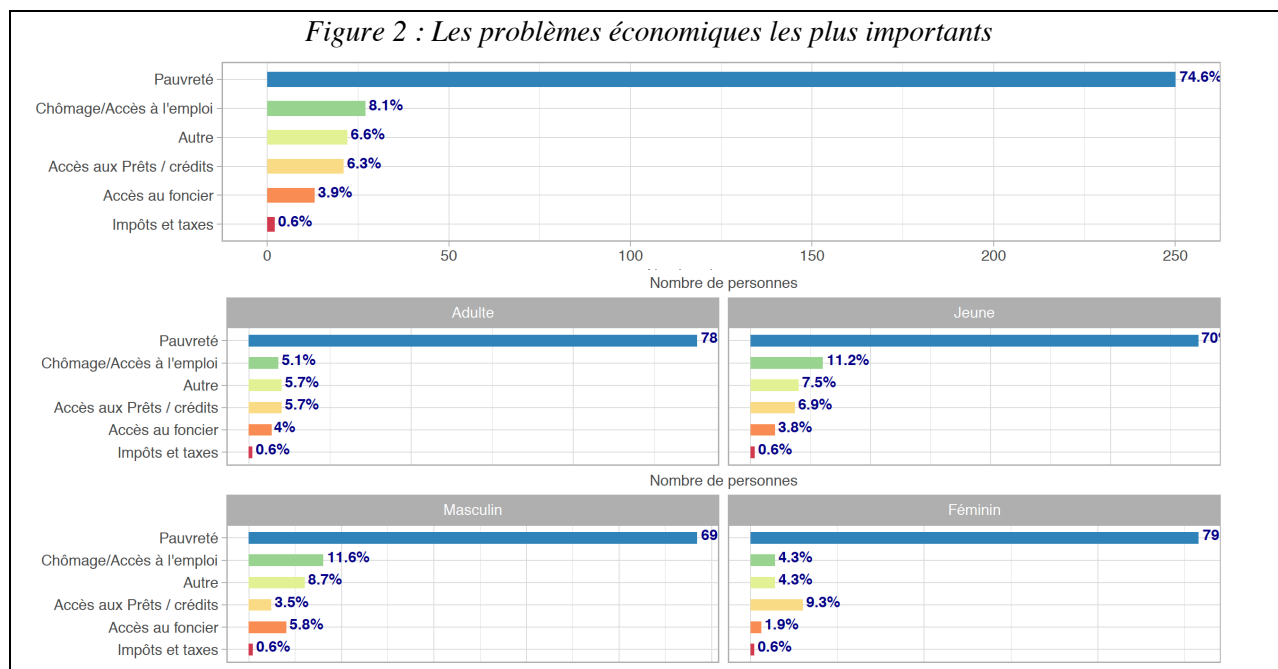
Ces propos mettent en lumière l'absence de services de soin capables de contribuer à l'amélioration de la santé des femmes et des enfants et, surtout, d'élargir l'accès des plus pauvres aux structures de santé. Parmi les autres conséquences de l'instabilité, les enquêteurs du projet ont également rapporté la fermeture momentanée des structures de santé en raison de pillages et de saccages, l'arrêt temporaire des interventions de l'État et des partenaires de santé ou l'immobilisation des véhicules d'urgence dans les zones de conflits.

## **2. Perceptions sur les problèmes économiques**

Les résultats des enquêtes indiquent que les populations perçoivent la pauvreté comme le problème économique le plus important (75% pour l'ensemble de l'échantillon). Cette situation s'explique en grande partie par la précarité de l'activité économique des ménages qui dépend fortement de la production ou de la vente des produits agricoles. Or, comme l'ont montré les résultats du premier rapport d'avril 2019 sur les ISD<sup>4</sup>, cette production est fortement dépendante des ressources naturelles en eau (pluie, eau de canal et de rivière) et principalement destinée à la nourriture de la famille. Beaucoup de participants aux groupes de discussion, surtout dans la région de Ségou, ont ainsi indiqué qu'ils étaient obligés de recourir aux motopompes, très chères, afin d'arroser leurs champs. Par ailleurs, plusieurs enquêtés ont mis en avant la mauvaise pluviométrie, les

<sup>4</sup> Rapport SIPRI (avril 2019). "Les indicateurs de sécurité et de développement (ISD) au centre du Mali", (en partenariat avec POINT SUD).

inondations, l'indisponibilité de l'engrais et l'insécurité comme facteurs essentiels pour expliquer la mauvaise production agricole.



L'insécurité, en particulier, a découragé l'exploitation des champs éloignés et perturbé la chaîne de valeurs dans le secteur agricole, particulièrement le commerce et la revente des produits. D'autres participants aux groupes de discussion ont signalé, d'une part, que les commerçants qui venaient acheter la production agricole et la revendre étaient moins nombreux et, d'autre part, que les producteurs rencontraient davantage de difficultés pour écouler leurs produits. La raison principale est la situation sécuritaire et la difficulté de se déplacer depuis la décision, en février 2018, d'interdire la circulation à moto ou à pick-up dans plusieurs localités dans les régions de Mopti (l'ensemble des huit cercles), Ségou (cercles de Niono, Tominian et Macina) et Tombouctou (Niafunké).<sup>5</sup> Tous ces facteurs ont exacerbé la vulnérabilité économique des ménages :

*« Tout est devenu cher au marché. Si tu n'as pas d'argent, tu ne peux rien acheter au marché. Que ce soient les vivres, les épices : tout est cher présentement. Nos maris ne travaillent pas maintenant et il n'y a pas de salaire. Dans le cercle de Mopti, la majorité des fonctionnaires sont des enseignants. S'il n'y a pas de travail et s'il n'y a pas de salaire, comment les gens peuvent-ils être tranquilles ? (...) Nous n'avons pas d'alternative, sinon faire seulement le petit commerce. Nous nous débrouillons avec ce petit commerce. Souvent, si tu vas au marché, mais tu ne vends rien. Et les hommes n'ont rien à donner aux femmes. (...)»*

Participante au groupe de discussion avec de jeunes femmes du cercle de Douentza, région de Mopti.

Un des facteurs aggravant de la pauvreté est le chômage et l'accès à l'emploi (8% des sondés) auxquels les jeunes (11%) font davantage référence que les adultes (5%) et les hommes (12%) plus que les femmes (4%). Les femmes sont en revanche plus nombreuses à pointer l'accès aux prêts comme un problème important (9% contre environ 4% d'hommes). Lors d'un groupe de discussion

<sup>5</sup> Voir la décision N° 0020/CEMGA/S-CEM6OPS/COIA du 01 février 2018 du général Moussa Keita, chef d'état-major général des armées.



organisé avec des jeunes femmes de Konobougou, dans le cercle de Baraoueli (région de Ségou), une participante témoigne :

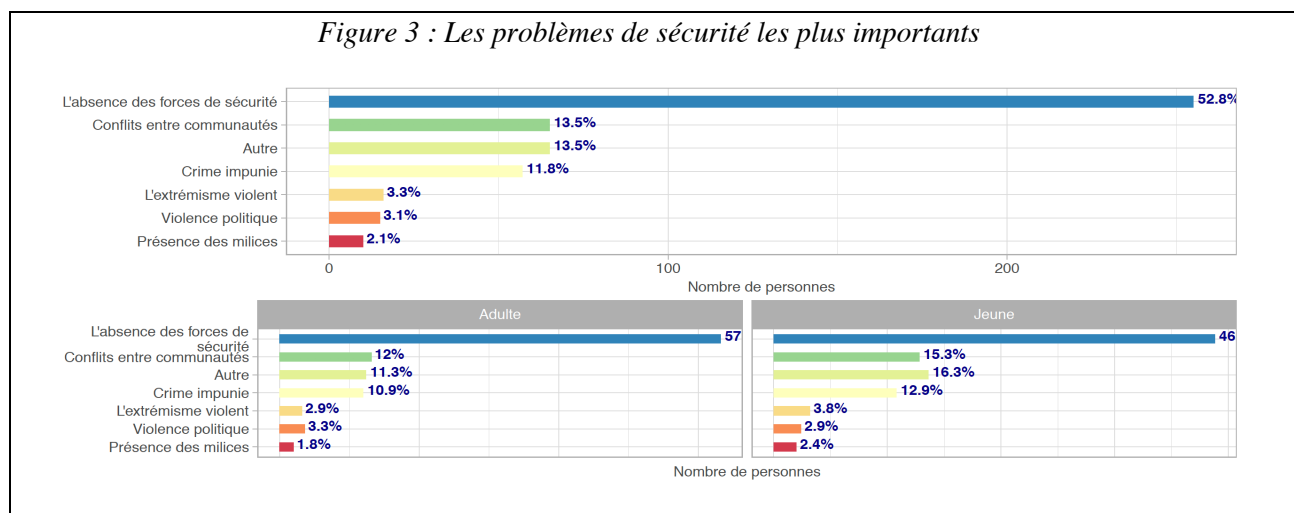
« Nous les jeunes femmes, nous n'avons pas d'emplois. Même si tu veux prendre du crédit à la banque pour démarrer ton activité, la banque te demande une garantie. Une personne qui n'a rien, qu'est-ce qu'elle va donner comme garantie ? A moins que tu donnes les papiers de ta maison ! Et quel homme va remettre les papiers de sa maison à sa femme pour qu'elle les donne en garantie ? Donc, ce n'est pas facile ! Il faut que nous ayons des financements pour que nous puissions travailler ».

Propos d'une participante au groupe de discussion organisé avec des jeunes femmes de Konobougou, dans le cercle de Baraoueli, région de Ségou, avril-mai 2019.

En raison de la rigidité du système bancaire et financier privé, les populations ont recours à des circuits financiers informels, dont les tontines. Ces tontines permettent de se retrouver à intervalles plus ou moins réguliers pour mettre en commun des cotisations d'un montant fixe, distribuées tour à tour à chacun des membres, généralement par tirage au sort.<sup>6</sup>

### 3. Perception sur les problèmes sécuritaires

Les personnes enquêtées estiment que le problème sécuritaire le plus important n'est ni l'extrémisme violent (3%), ni la violence politique (3%) ou la présence des milices (2%), mais l'absence des forces de sécurité (environ 53%). Cette perception est partagée par 57% des adultes et 46% des jeunes. L'absence des forces de sécurité étatiques dans un contexte de dégradation de la situation sécuritaire peut exacerber les conflits entre communautés (environ 14 %) et renforcer le sentiment d'insécurité lorsque des cas de crimes restent impunis (environ 13% chez les jeunes).



Dans la plupart des localités d'enquête, les jeunes qui ont participé aux groupes de discussion ont indiqué que cette absence était la cause principale de l'émergence des acteurs non-étatiques :

<sup>6</sup> Lorsque chaque membre a reçu une fois le fonds rotatif, le cycle doit normalement recommencer.

*« Étant donné qu'il n'y a aucune force de sécurité nationale dans notre commune, c'est nous-même qui assurons la sécurité. Le pays est vaste, l'État n'a pas les moyens d'assurer la sécurité dans tous les villages. C'est dans ce contexte que nous avons eu une initiative locale de mettre en place des comités et des brigades de chasseurs traditionnels dans nos villages respectifs. Les chasseurs 'dozo' sont venus des cercles de Macina et de Djenné nous exposer clairement les dangers que les populations courent dans le septentrion malien. Ces chasseurs, au nom de leur confrérie 'dozo' ont procédé à la mise en place des unités de sécurité dans les villages. Ces chasseurs veillent jour et nuit pour que les populations dorment tranquillement. Sinon auparavant, les biens des personnes, notamment les animaux, étaient volés quotidiennement sans la moindre réaction des autorités administratives. Les populations du centre du pays étaient abandonnées à leur propre sort. Depuis que les chasseurs sont entrés en action, nous ne constatons plus de cas de vol ou de perte d'animaux dans nos forêts. Depuis que les 'dozo' ont commencé la sécurisation, les populations et leurs biens sont en sécurité ».*

Propos d'un participant au groupe de discussion avec de jeunes hommes dans le village de Pona situé dans la commune de Fio, cercle de San (région de Ségou), avril-mai 2019.

Ces propos témoignent du dilemme sécuritaire auquel les populations sont confrontées et tendent à expliquer, dans une certaine mesure, leur disposition à accueillir plutôt favorablement les acteurs sécuritaires non-étatiques, comme les groupes d'auto-défense, qui occupent le vide laissé par l'Etat et avec lesquels les populations négocient parfois leur sécurité.

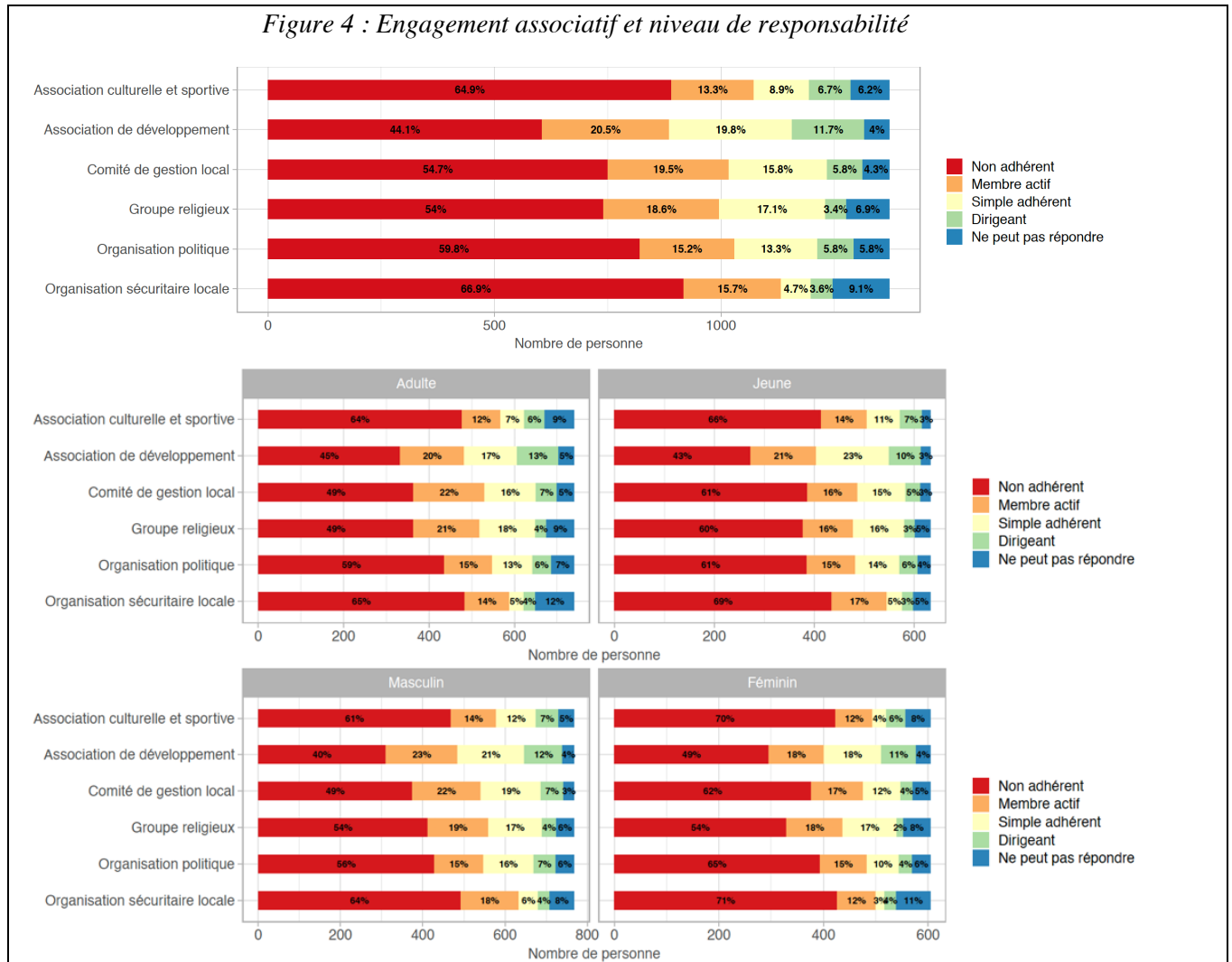
## II. LES JEUNES ET LA PRISE DE DECISION

L'implication des jeunes dans la prise de décision tant au niveau local qu'au niveau national peut avoir une influence sur la façon dont ils envisagent leur avenir. Cette section cherche à comprendre le rôle qu'ils jouent dans le processus de prise de décision aux niveaux associatif, communautaire et politique afin de mieux cerner leurs motivations et moyens d'action.

### 1. Engagement associatif et question du leadership des jeunes

Les résultats des enquêtes montrent que les populations en général appartiennent à des associations de développement (52%), des comités de gestion local (41%) ou des groupes religieux (39,1%). Elles semblent en revanche moins intéressées par les associations culturelles et sportives (29%), les organisations politiques (25%) et les organisations sécuritaires locales (24%). Pour leur part, les jeunes participent davantage aux associations de développement (54%) qu'aux comités de gestion local (36%) et aux groupes religieux (35%).

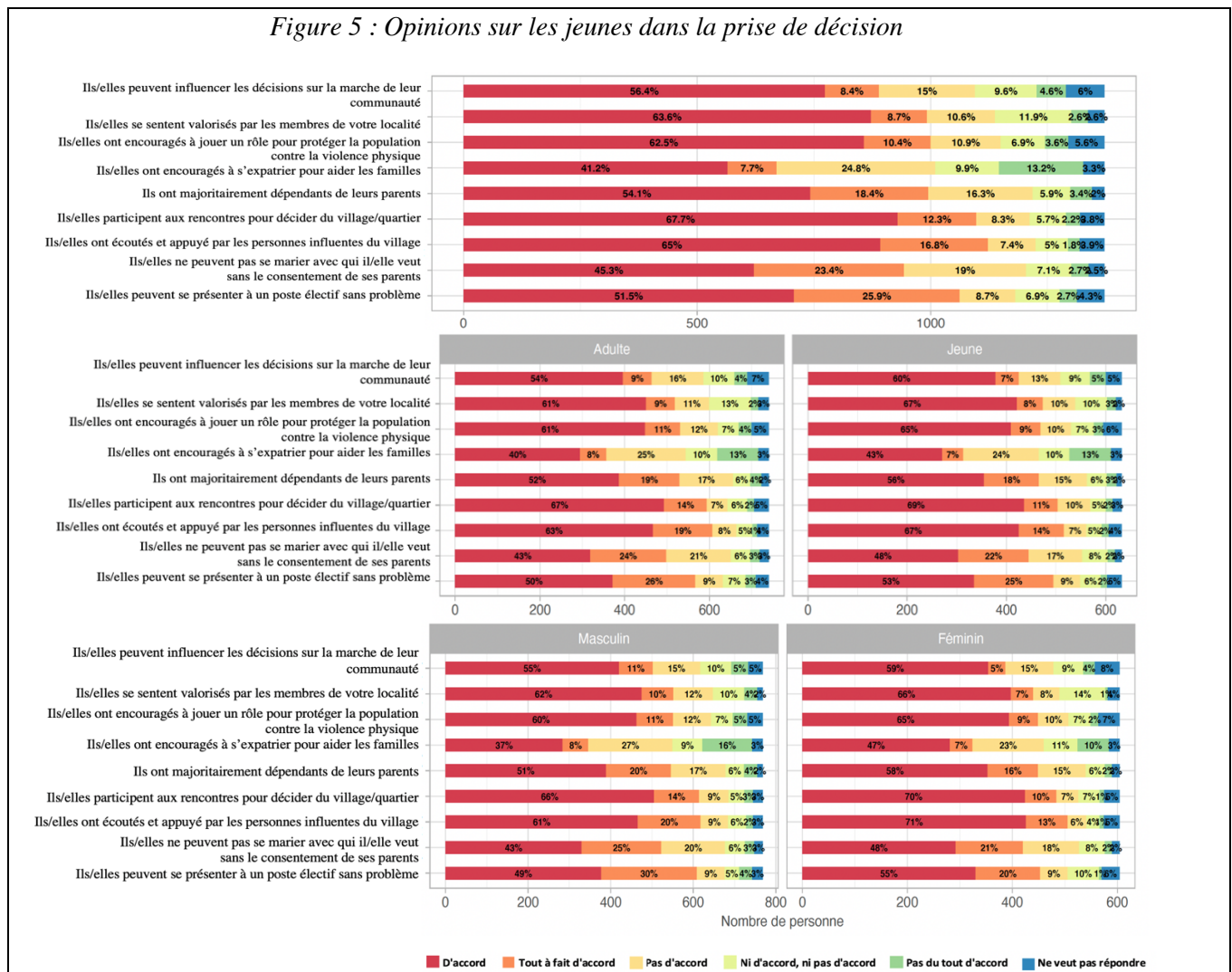
Figure 4 : Engagement associatif et niveau de responsabilité



Nous constatons ainsi que, d'une part, les jeunes s'engagent moins que les adultes dans les associations et que, d'autre part, ils y occupent moins de postes à responsabilité. Concernant l'engagement associatif selon le genre, les femmes sont davantage investies dans les associations de développement (47%) mais leur proportion dans les positions dirigeantes est, elle aussi, inférieure à celle des hommes.

Toutefois, la faible présence des jeunes et des femmes aux postes de responsabilité au sein des associations ne signifie nullement qu'ils ne sont pas impliqués dans la prise de décision au niveau communautaire. D'ailleurs, une large majorité des enquêtés marque son accord avec la proposition selon laquelle « les jeunes se sentent valorisés » (73%), peuvent se présenter à un poste électif (78%) ou influencer les décisions sur la gestion de leur communauté (64%). L'ensemble des répondants indique également que les personnes influentes du village (chefs traditionnels et religieux) écoutent et appuient les jeunes (82%) qui participent aux rencontres pour décider des affaires du village/quartier (80%). Il ressort aussi de l'étude que les jeunes, comparativement aux adultes, ont une opinion plus favorable concernant leur implication dans la prise de décision au niveau communautaire.

Figure 5 : Opinions sur les jeunes dans la prise de décision



Les différents groupes de discussion avec les jeunes et des observations de terrain ont montré que leur inclusion dans la gestion de leur communauté peut prendre plusieurs formes : participation aux actions de plaidoyer ou de sensibilisation initiées par les ONG, participation aux réunions de leur village pour s’informer des affaires courantes, collaboration avec les autorités municipales sur des initiatives d’utilité publique comme l’assainissement ou encore pour l’élaboration des plans de développement socioéconomique et culturel, etc. D’autres formes de participation et d’inclusion – en rapport direct avec le contexte actuel de détérioration de la situation sécuritaire – sont également mentionnées comme par exemple des initiatives visant à accompagner les dynamiques locales de paix et accroître la résilience des communautés ou encore « *les patrouilles pour protéger les personnes et de leurs biens, surtout les animaux* ». <sup>7</sup>

Il apparaît que même si les jeunes n’appartiennent pas aux instances dirigeantes, ils développent des moyens alternatifs d’implication dans les collectivités desquels ils semblent tirer une certaine gratification.

## 2. Les jeunes dans la vie publique

77,4% des populations interrogées disent accepter qu’un jeune de leur localité se présente à un poste électif (cf. figure 5) et les jeunes sont à 53% « d’accord » et 25% « tout à fait d’accord » avec cette proposition. Ils se sentent écoutés (67,7% et 12,3%), peuvent participer aux rencontres pour décider de l’avenir du village (69 % et 11%) mais aussi ils considèrent à 60% qu’ils peuvent influencer sur les décisions. Toutefois, les discussions de groupes révèlent plusieurs obstacles à l’inclusion des jeunes, particulièrement dans les instances politiques et de la gestion publique :

« *En tant que conseiller communal, je pense que les jeunes souhaitent s’impliquer davantage dans la gouvernance locale, mais les obstacles qui les empêchent sont l’illettrisme, le manque de formation et le manque de sensibilisation. Je suis le seul représentant des jeunes auprès du conseil de village et en même temps au sein du conseil communal. Mais j’avoue que mon avis n’est pas pris en compte au sein du conseil du village. Ma parole n’est guère considérée ; les vieux me considèrent comme un enfant. Cela est à peu près pareil au niveau du conseil communal. Quelques personnes âgées monopolisent la parole et ont toujours le dernier mot sur les décisions.* »

Propos d’un jeune conseiller municipal et participant au groupe de discussion avec de jeunes hommes dans le village de Pona situés dans la commune de Fio, cercle de San, région de Ségou, avril-mai 2019.

S’ils peuvent se présenter aux postes électifs, cela ne semble pas se traduire dans les faits, la plupart des jeunes interrogés dénonçant l’occupation des postes à responsabilité par des personnes plus âgées. Les jeunes démontrent une tendance à s’auto-exclure afin d’éviter les rivalités avec les adultes qui semblent, pour leur part, sous-estimer la capacité des jeunes - et des femmes - à assumer des responsabilités publiques (voir encadré 2). Une jeune femme a exprimé sa frustration lors d’un groupe de discussion en ces termes : « *Nous n’avons pas de jeune qui est responsabilisé, nous n’avons pas de jeunes à la mairie. Tous les travailleurs de la mairie de Douentza sont des vieilles personnes. Les jeunes ne sont pas impliqués dans les services publics de Douentza (...)* ». <sup>8</sup>

<sup>7</sup> Propos d’un participant au groupe de discussion avec les jeunes de Sokourani, cercle de Barouéli, région de Ségou, avril-mai 2019.

<sup>8</sup> Propos d’une participante au groupe de discussion avec de jeunes femmes du cercle de Douentza, région de Mopti, avril-mai 2019.

La pauvreté économique et sociale peut expliquer la dépendance des jeunes vis-à-vis de leurs familles et des aînés. 48% des jeunes affirment ne pas être en mesure d'épouser la personne de leur choix sans le consentement des parents et 43% des jeunes interrogés rapportent qu'ils sont encouragés à s'expatrier pour soutenir financièrement leurs familles.

#### **Encadré n°2 : La place des jeunes dans la vie publique**

*« Partout, ce sont les adultes qui occupent les postes. C'est rare de rencontrer les jeunes dans les services. Au niveau du conseil de cercle et à la mairie, ce sont les personnes âgées qui occupent les postes. La jeunesse n'a pas assez de responsabilités ».*

Participant au groupe de discussion avec des jeunes femmes du cercle de Douentza, région de Mopti, avril-mai 2019.

*« L'implication de la jeunesse dans la politique est faible ici parce qu'il y a des difficultés (...). Toutes les personnes qui s'impliquent dans la politique sont des personnes qui ont le même âge que nos papas. Nous craignons de nous engager sur le terrain politique au même titre que ces vieux-là et d'être leurs adversaires ».*

Participant au groupe de discussion avec de jeunes hommes du village de Soubala dans le cercle de Bankass, région de Mopti, avril-mai 2019.

Il apparaît que les personnes interrogées souhaitent participer à la vie publique locale. Pour autant, lors des différents groupes de discussion, nous pouvons noter que certaines personnes enquêtées ont une conception péjorative de la politique, qu'elles perçoivent comme une lutte au profit des intérêts individuels et non comme un engagement au service de l'émancipation collective. D'autres enquêtés conçoivent la période électorale non seulement comme un moment de mobilisation et de participation citoyenne mais aussi et surtout comme une période pour se faire de l'argent.

*« Les jeunes sont moins impliqués en ce qui concerne la gouvernance. Lors de la plupart des réunions, ce sont uniquement le président de la jeunesse et ses quelques membres qui sont appelés pour participer à ces réunions. Sinon nous autres, nous ne sommes pas appelés. (...) Sinon généralement, c'est au moment des élections que les jeunes sont plus impliqués. Après ça, ils nous oublient. (...) Ils (les politiciens) ont l'habitude de dire qu'à l'approche des élections, les femmes sont intéressées seulement à l'argent. Mais c'est normal que l'argent nous intéresse parce que tu peux faire toute une journée sans que tu ne gagnes 1000 Francs. Si quelqu'un te propose 1000FCFA en échange de faire la campagne pour lui, tu acceptes facilement »*

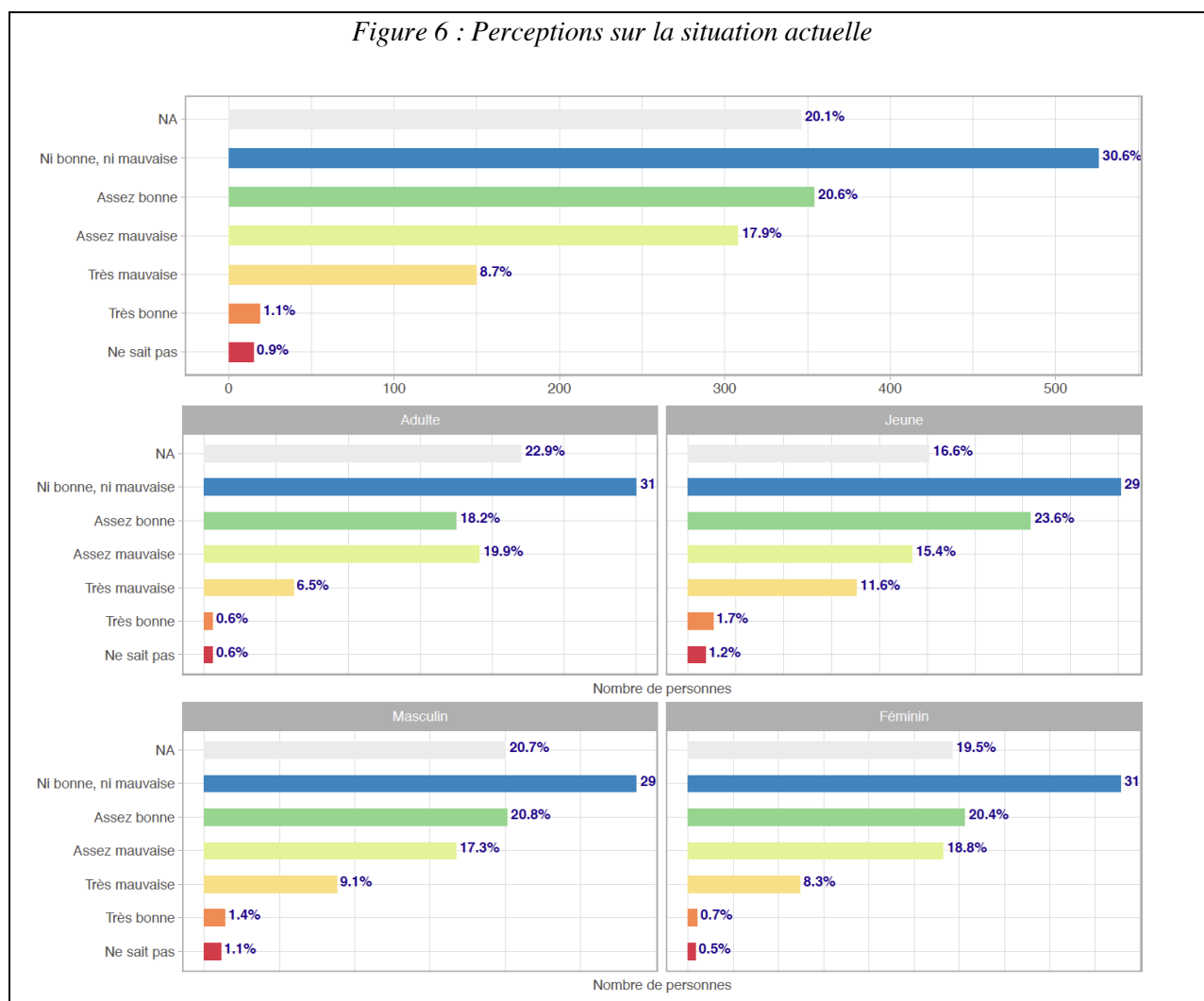
Participant au groupe de discussion avec de jeunes femmes de Konobougou, dans le cercle de Baraoueli, région de Ségou, avril-mai 2019

### III. LES JEUNES FACE A L'AVENIR : ECLAIRAGE SUR LES ASPIRATIONS

Cette section détaille les attentes et aspirations des jeunes qui, s'ils expriment un certain nombre d'inquiétudes, témoignent en revanche davantage de confiance en l'avenir que leurs aînés.

#### 1- Perceptions de la situation actuelle

Une proportion relativement importante des enquêtés (30,6 %) perçoit sa situation actuelle comme n'étant 'ni bonne, ni mauvaise', contre 26,6 % qui l'estime 'assez mauvaise' (17,9%) ou 'très mauvaise' (8,7%) et 20,6 % qui, au contraire, la considère 'assez bonne'.



Désagrégés par âge, les résultats indiquent que les jeunes sont relativement plus nombreux que les adultes à juger leur situation 'assez bonne' (23,8% contre 18,2%) ou, à l'inverse, 'très mauvaise' (11,6% contre 6,5% pour les adultes).

Il apparaît également que la majorité des répondants a une opinion négative sur la situation présente. A bien des égards, la perception du présent est associée à la précarité de la situation sécuritaire qui affecte les conditions de vie des populations :

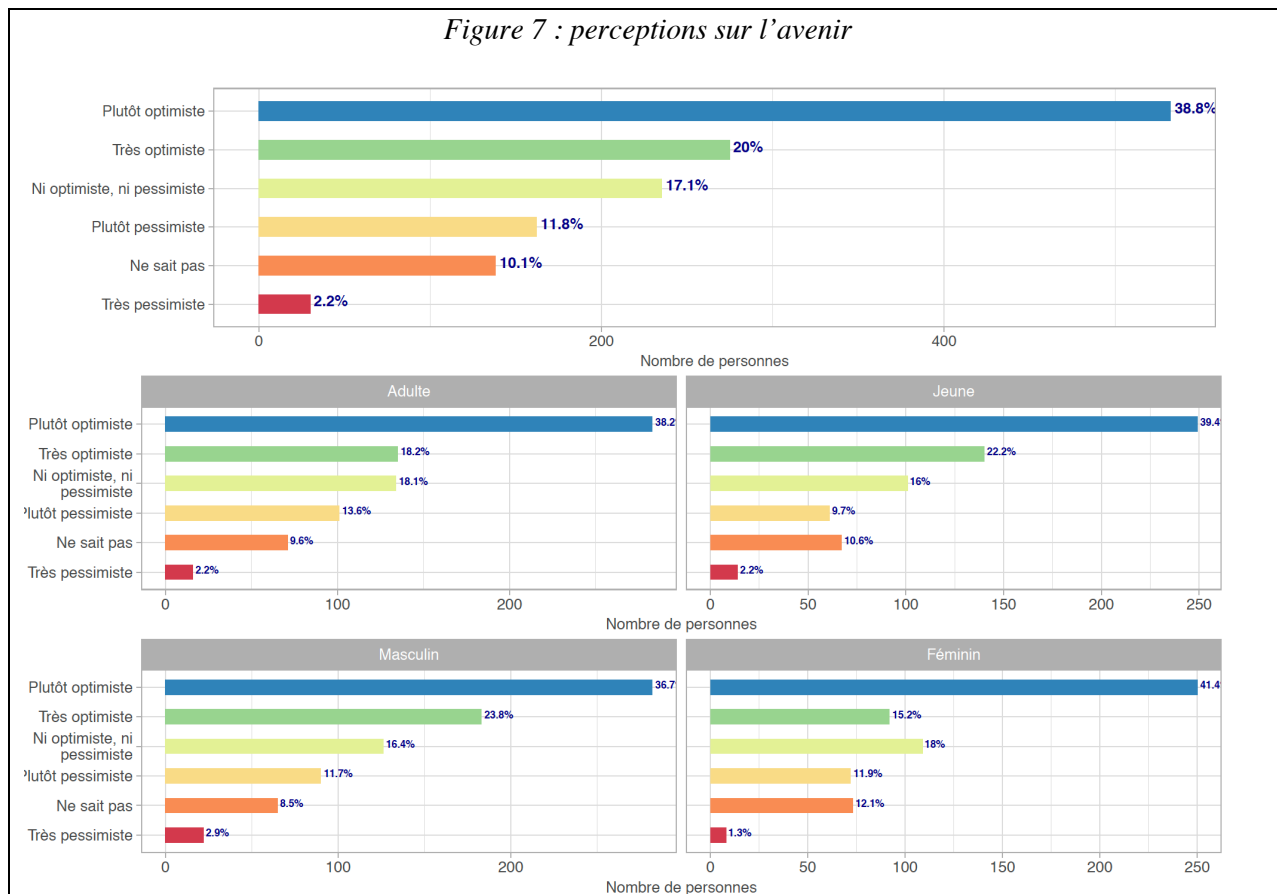
« *Moi j’avais l’esprit plus tranquille avant la crise sécuritaire dans le pays. Je n’étais pas riche, mais il y avait suffisamment de nourriture dans la famille. Je vendais un peu de produits agricoles, mais maintenant pour avoir de l’argent, je fais la cueillette des feuilles de tamarin que je transforme en poudre pour la vendre ensuite au marché de San. J’ai peur quand je vais en brousse, car les bandits ou terroristes peuvent m’attaquer à tout moment. La zone n’est pas sécurisée.* »

Propos d’une participante au groupe de discussion avec les jeunes femmes du village de Sokourani dans la commune de Somo, région de Ségou, avril-mai 2019.

## 2. Perceptions sur l’avenir

En dépit de la détérioration de la situation dans les deux régions du centre du Mali, les résultats de l’enquête montrent que les populations se déclarent « plutôt optimistes » sur leur avenir (environ 39%), avec des taux similaires entre les répondants jeunes et adultes (38,2% et 39,4%). En revanche, si les femmes sont plus nombreuses à se déclarer ‘plutôt optimistes’ (41,4%) que les hommes (36,7%), 23,8% des hommes se disent eux ‘très optimistes’ contre 15,2% pour les femmes. Enfin, 22,2% des jeunes se déclarent ‘très optimistes’ contre 18,2% d’adultes.

Figure 7 : perceptions sur l’avenir





Lorsque l'on approfondit la discussion, plusieurs participants confient néanmoins leur pessimisme à l'égard de leur situation. A la question « *Comment envisagez-vous votre avenir ?* », un participant de San (région de Ségou) répond : « *Anw ka sini niaya sigui be dibi la* » ('Notre avenir est dans l'ombre, dans l'obscurité'). Il poursuit :

*« Nous ne sommes pas scolarisés. On ne voudrait pas que nos enfants vivent la même situation que nous. Malheureusement, c'est ce qui est en train de se passer. Nos enfants ne vont plus à l'école depuis plus de trois mois. En plus de cela, l'école du village manque cruellement d'enseignants. Pour six classes, notre école n'a que trois enseignants. La préoccupation majeure de notre village est l'éducation de nos enfants (...). Sans éducation, il n'y a pas d'avenir ».*

Propos d'un participant au groupe de discussion organisé dans le cercle de San, région de Ségou, avril-mai 2019.

Les facteurs explicatifs sont divers. Alors que certains les associent à la crise scolaire qui affecte le pays, d'autres pointent le manque d'opportunités économiques et la difficulté, dans ces conditions, de subvenir aux besoins des familles :

*« Nous n'avons aucun espoir que nous aurons un lendemain meilleur puisque là où nous sommes, nous n'avons pas de quoi acheter les condiments pour les repas de demain. Demain, c'est la foire hebdomadaire de Douentza. Nous n'avons rien, à moins que de bonnes volontés nous viennent en aide en nous offrant 1 000 FCFA ou 2 000 FCFA (...) Moi, je ne peux pas parler à haute voix puisque je n'ai pas mangé cet après-midi. Demain, c'est la foire et je n'ai rien pour acheter ce dont j'ai besoin. »*

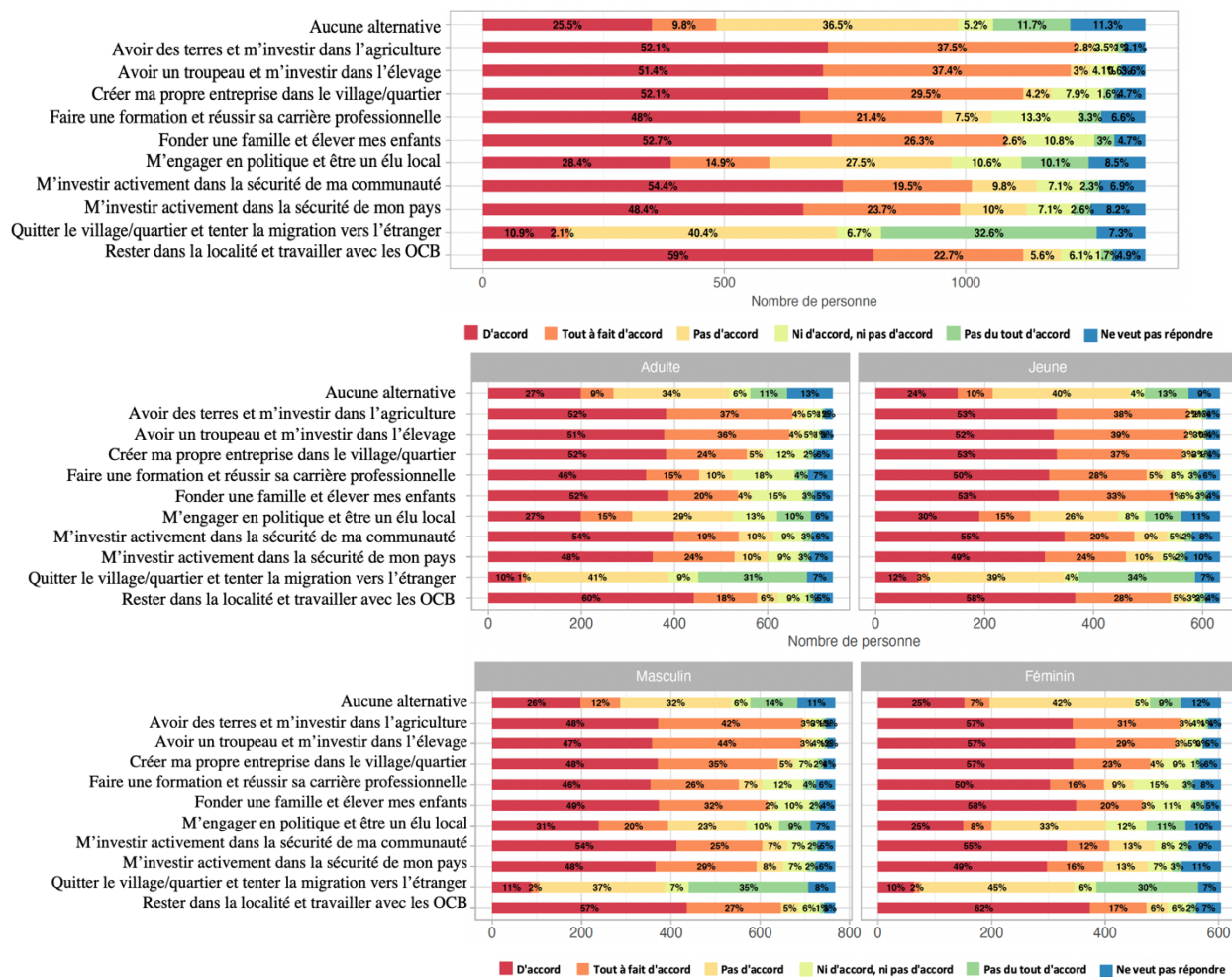
Propos d'une participante au groupe de discussion organisé dans le cercle de Douentza, région de Mopti, avril-mai 2019.

### **3. Les aspirations des jeunes : panorama des alternatives futures**

Les répondants ont été invités à s'exprimer sur une série de propositions, en notant leurs préférences sur une échelle allant de « tout à fait d'accord » à « pas du tout d'accord ». L'analyse des réponses indique que leurs aspirations prioritaires sont avant tout d'ordres économique, civique, sociale et politique.

Les aspirations professionnelles et économiques : la majorité des enquêtés exprime son souhait de trouver un emploi et/ou de suivre une formation professionnelle. A la proposition « faire une formation et réussir sa carrière professionnelle », 69% expriment leur accord ('d'accord' ou 'tout à fait d'accord'), dont 78% de jeunes. Sur l'emploi, le secteur agricole, l'élevage ou le secteur privé 90% des répondants souhaitent « avoir des terres et s'investir dans l'agriculture », 89% voudraient « avoir un troupeau et s'investir dans l'élevage » et 82% « créer (leur) propre entreprise dans (leur) localité ». Sur toutes ces options, les jeunes sont sensiblement plus nombreux que les adultes à marquer leur préférence.

Figure 8 : Perceptions sur les aspirations et projets futurs



**Encadré 3 : Se former et s'investir dans une économie de subsistance.**

« Nous voudrions un centre de formation en santé pour la commune de Koubewel-Koundia. Cela dans le cadre de la formation d'agents de santé. Parce qu'avec la crise, tous les médecins spécialistes du centre de santé sont rentrés chez eux. Or, nous voyons avec d'autres localités dont les enfants de la commune ont fait des écoles de formation des maîtres, avec la crise, ils ont demandé leurs mutations pour venir servir dans leurs localités ».

Participant lors d'un groupe de discussion avec de jeunes femmes de Koubewel-Koundia dans le cercle de Dountza, région de Mopti, avril-mai 2019

« Nous avons besoin que les projets nous aident en nous formant à la teinture et au maraîchage, pour que nous, les jeunes femmes, puissions être autonomes. Cela diminuera le chômage ».

Participant au groupe de discussion avec de jeunes femmes de Konobougou, dans le cercle de Baraoueli, région de Ségou, avril-mai 2019

Les aspirations sociales : entre migrer et fonder une famille, les enquêtés marquent une nette préférence pour la seconde option (79% sont 'd'accord' ou 'tout à fait d'accord'), particulièrement les jeunes (86% contre 72% pour leurs aînés). Seulement 13% des répondants indique en effet souhaiter migrer contre 73% qui ne le souhaite pas. Peu de variations existent suivant l'âge ou le sexe des répondants. Les discussions de groupe ont toutefois montré que le phénomène migratoire existe, mais qu'il se limite généralement aux activités saisonnières et dans une certaine proximité géographique :

« Pour pouvoir s'en sortir, les jeunes sont obligés d'aller en immigration au Burkina, en Côte d'Ivoire et à l'intérieur du Mali, notamment dans les zones aurifères pour s'adonner à l'orpaillage traditionnel. C'est cet orpaillage qui nous sauve la vie. Après la fin des récoltes, tous les jeunes partent en exode sur les sites d'orpaillage et ne reviennent qu'au début de l'hivernage ».

Propos d'un participant au groupe de discussion avec des jeunes hommes dans le village de Pona situés dans la commune de Fio dans le cercle de San et la région de Ségou, avril-mai 2019.

Les aspirations civiques et communautaires : les répondants, tous âges confondus, ont également massivement indiqué leur souhait de se mettre au service de leur communauté et de leur pays. 82% des enquêtés indiquent ainsi souhaiter rester dans leur localité et travailler avec les organisations communautaires de base. Parmi eux, les jeunes sont plus nombreux que les adultes (86% contre 78%) et les hommes plus nombreux que les femmes (84% contre 79%). Il est intéressant aussi de remarquer qu'environ 74% des répondants (adultes et jeunes confondus) souhaitent s'investir activement dans la sécurité de leurs communautés et il n'existe pas de grandes variations entre les jeunes (75%) et les adultes (73%). Plusieurs raisons motivent cette décision de protéger leur communauté mais il semble se développer une économie locale de la sécurité et les discussions de groupes ont permis d'appréhender plus précisément ce phénomène :

« (...) le village a mis en place le comité de chasseurs pour nous protéger et défendre nos intérêts. Comme il n'y aucune force de sécurité pour le faire, nous avons pris sur nous la responsabilité d'assurer cette sécurité. Tout individu qui vole ou qui est complice de vol est sévèrement puni proportionnellement à la valeur de ce qu'il a volé. Ainsi, celui qui vole paie respectivement 100 000FCFA pour une chèvre, 500 000 FCFA pour un bœuf ou un cheval et 1 000 000FCFA pour un bélier tchadien. En cas d'infraction, ces amendes sont à payer obligatoirement dans un délai précis, sans hésitation ni murmure de la part du fautif (...)».

Propos d'un participant au groupe de discussion avec des jeunes hommes dans le village de Pona situés dans la commune de Fio dans le cercle de San, région de Ségou, avril-mai 2019

## CONCLUSION

Souvent catégorisés parmi les groupes vulnérables de la population, les jeunes de moins de 35 ans cristallisent la somme des inquiétudes, voire des menaces, des observateurs actuels du Mali. Pour autant, *a contrario* de l'image anxiogène véhiculée, les enquêtes menées dans le cadre du projet « Mali-Centre pour la sécurité et le développement » dressent un portrait plus contrasté de ces jeunes qui, certes subissent les effets de la crise, mais sont relativement confiants en leur avenir et souhaitent s'engager plus avant pour leurs communautés. Cette recherche de terrain a ainsi mis en lumière un profond souhait d'ancrage des jeunes dans leurs villages et localités, par l'exercice d'une activité professionnelle de subsistance (agriculture et élevage principalement) et une participation approfondie à la vie locale.

Mieux connaître cette catégorie et ses préoccupations permettra de mettre en œuvre des mesures dédiées d'accompagnement sans lesquelles aucune paix durable n'est possible non seulement au centre du Mali mais aussi dans le pays. Par ailleurs, la possibilité d'un mieux-être pour ces jeunes suppose une approche coordonnée et multi-sectorielle combinant les actions des diverses agences gouvernementales, des collectivités territoriales, des partenaires au développement et ONG et du secteur privé.

# ANNEXE

## QUESTIONNAIRE THEMATIQUE

BESOINS ET ATTENTES DES JEUNES											
I – BESOINS DES JEUNES (35 ANS OU MOINS)											
1– Besoins prioritaires des jeunes											
<b>1.1</b>	A votre avis, quel sont les problèmes les plus importants auxquels votre village/quartier fait face ? (Pour chaque catégorie de problèmes, citer les deux les plus pressants)										
<b>1.1.1</b>	Problèmes économiques	1 = Accès au foncier 3 = Pauvreté 5 = Accès aux Prêts / crédits		2 = Chômage/Accès à l'emploi 4 = Impôts et taxes 6 = Autre _____				__   __			
<b>1.1.2</b>	Problèmes de gouvernance	1 = Discrimination 3 = Absence de l'État 5 = Absence de services de base 7 = Autre _____		2 = Corruption 4 = Exclusion sociale 6 = Accès à la justice				__   __			
<b>1.1.3</b>	Problèmes sécuritaires	1 = Conflits entre communautés 3 = Présence des milices 5 = L'extrémisme violent 7 = Autre _____		2 = Violence politique 4 = L'absence des forces de sécurité 6 = Crime impunie				__   __			
<b>1.1.4</b>	Problèmes sociaux	1 = Accès à un logement 3 = Accès aux soins de santé 5 = Se marier/fonder un foyer		2 = Accès à l'éducation/la formation 4 = Accès aux infrastructures culturelles ou sportives 6 = Autre _____				__   __			
<b>1.2</b>	Dites si vous faites personnellement face à ces problèmes ? Lire les noms des problèmes suivants et leur intensité 1= Pas un problème, 2= Petit problème, 3= neutre, 4= Un problème, 5= Un grand problème, 6 = Pas de réponse										
<b>1.2.1</b>	Accès au foncier	__		<b>1.2.2</b>	Chômage/Accès à l'emploi	__		<b>1.2.3</b>	Accès aux Prêts / crédits	__	
<b>1.2.4</b>	Accès à l'éducation/la formation	__		<b>1.2.5</b>	Accès aux soins de santé	__		<b>1.2.6</b>	Accès à l'éducation/la formation	__	
<b>1.2.7</b>	Exclusion sociale (marginalisation, discrimination sociale ou ségrégation)	__		<b>1.2.8</b>	Accès à la justice	__		<b>1.2.9</b>	Conflits entre communautés	__	
2 - Vie associative des jeunes											
<b>2.1</b>	Voici une liste d'organisations ou de groupes auxquels les jeunes adhèrent ou participent. Pour chacun d'entre eux, pourriez-vous me dire si vous en êtes dirigeant, membre actif, simple adhérent ou non adhérent ? Codes : 1 = Dirigeant, 0 = Membre actif, 2 = Simple adhérent, 3 = Non adhérent, 4= Ne peut pas répondre										
<b>2.1.1</b>	Une association de développement	__		<b>2.1.2</b>	Un groupe religieux	__					
<b>2.1.3</b>	Une organisation sécuritaire locale (groupe d'auto-défense)	__		<b>2.1.4</b>	Une association culturelle et sportive	__					
<b>2.1.5</b>	Une organisation politique	__		<b>2.1.6</b>	Un comité de gestion local	__					
II – ACCÈS A L'INFORMATION											
3 – Sources d'information et leur degré de fiabilité											

<b>3.1.</b>	Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes ? Lire les noms des sources suivants et indiquer : <b>A.</b> L'utilisation de la source d'information : <b>1=</b> oui, <b>0=</b> non <b>B.</b> La fréquence de son utilisation : <b>1=</b> tous les jours, <b>2=</b> quelques fois par semaine, <b>3=</b> quelques fois par mois, <b>4=</b> Moins d'une fois par mois, <b>5=</b> Jamais, <b>9=</b> Ne sait pas <b>C.</b> Le niveau de fiabilité de chacune de ces sources d'information : <b>1=</b> Pas du tout fiable, <b>2=</b> peu fiable, <b>3=</b> fiable, <b>4=</b> assez fiable, <b>5=</b> très fiable, <b>9=</b> NSP													
<b>3.1.1</b>	Radio	<b>A</b> <input type="checkbox"/>	<b>B</b> <input type="checkbox"/>	<b>C</b> <input type="checkbox"/>	<b>3.1.2.</b>	Télévision	<b>A</b> <input type="checkbox"/>	<b>B</b> <input type="checkbox"/>	<b>C</b> <input type="checkbox"/>	<b>3.1.3</b>	Presse écrite	<b>A</b> <input type="checkbox"/>	<b>B</b> <input type="checkbox"/>	<b>C</b> <input type="checkbox"/>
<b>4.1.4</b>	Les communiqués des autorités	<b>A</b> <input type="checkbox"/>	<b>B</b> <input type="checkbox"/>	<b>C</b> <input type="checkbox"/>	<b>3.1.5</b>	Médias en ligne sur Internet	<b>A</b> <input type="checkbox"/>	<b>B</b> <input type="checkbox"/>	<b>C</b> <input type="checkbox"/>	<b>3.1.6</b>	Réseaux sociaux sur internet (Facebook)	<b>A</b> <input type="checkbox"/>	<b>B</b> <input type="checkbox"/>	<b>C</b> <input type="checkbox"/>
<b>3.1.7</b>	WhatsApp	<b>A</b> <input type="checkbox"/>	<b>B</b> <input type="checkbox"/>	<b>C</b> <input type="checkbox"/>	<b>3.1.8</b>	Téléphone	<b>A</b> <input type="checkbox"/>	<b>B</b> <input type="checkbox"/>	<b>C</b> <input type="checkbox"/>	<b>3.1.9</b>	Autre (à préciser) _____	<b>A</b> <input type="checkbox"/>	<b>B</b> <input type="checkbox"/>	<b>C</b> <input type="checkbox"/>

### III – JEUNESSE ET GOUVERNANCE

#### 4 – Recours en cas de problème

<b>4.1.</b>	Qualifier la manière (bonne ou mauvaise) dont le Gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes ? Codes : <b>1 =</b> Très mal, <b>2 =</b> Plutôt mal, <b>3 =</b> Neutre, <b>4=</b> Plutôt bien, <b>5=</b> Très bien, <b>6=</b> Ne sais pas											
<b>4.1.A</b>	La promotion de l'agriculture et de l'élevage	<input type="checkbox"/>	<b>4.1.B</b>	Création d'emplois pour les jeunes	<input type="checkbox"/>							
<b>4.1.C</b>	Réduction du fossé entre riches et pauvres	<input type="checkbox"/>	<b>4.1.D</b>	Lutte contre la corruption au sein de l'administration publique	<input type="checkbox"/>							
<b>4.1.E</b>	Amélioration des services de santé de base	<input type="checkbox"/>	<b>4.1.F</b>	Sécurité alimentaire	<input type="checkbox"/>							
<b>4.1.G</b>	Satisfaction des besoins en éducation/formation	<input type="checkbox"/>	<b>4.1.H</b>	Réduction de la criminalité	<input type="checkbox"/>							
<b>4.1.I</b>	Prévention de la violence entre groupes ethniques	<input type="checkbox"/>	<b>4.1.J</b>	Autre (à préciser) _____	<input type="checkbox"/>							
<b>4.2</b>	Selon vous, la communauté devrait être guidée par les principes suivants ( <b>citez par ordre d'importance trois</b> )  <b>1 =</b> le principe de la laïcité <b>2 =</b> les principes de la religion <b>3 =</b> les principes coutumiers <b>4 =</b> la constitution du Mali <b>5=</b> des réunions publiques et le consensus <b>6=</b> Autre (à préciser) _____	<b>A.</b> <input type="checkbox"/>	<b>B.</b> <input type="checkbox"/>	<b>C.</b> <input type="checkbox"/>								
<b>4.3</b>	Selon vous, la communauté devrait être guidée par les acteurs suivants ( <b>citez par ordre d'importance trois</b> )  <b>1 =</b> Les anciens du village/du quartier <b>2 =</b> Les autorités coutumières <b>3 =</b> les autorités religieuses <b>4 =</b> les autorités élues <b>5=</b> Autre (à préciser) _____	<b>A.</b> <input type="checkbox"/>	<b>B.</b> <input type="checkbox"/>	<b>C.</b> <input type="checkbox"/>								

### IV – POUVOIR ECONOMIQUE

#### 5 – Situation économique

<b>5.1</b>	Comment considérez-vous votre situation financière au cours des 2 dernières années ?		
<b>5.1.1</b>	Votre situation financière est stable	<b>1 =</b> oui <b>0 =</b> non <b>2 =</b> je ne sais pas	<input type="checkbox"/>
<b>5.1.2</b>	Votre situation financière s'est améliorée	<b>1 =</b> oui <b>0 =</b> non <b>2 =</b> je ne sais pas	<input type="checkbox"/>
<b>5.1.3</b>	Votre situation financière s'est détériorée	<b>1 =</b> oui <b>0 =</b> non <b>2 =</b> je ne sais pas	<input type="checkbox"/>

<b>5.2</b>	<p>Selon vous, quelles sont les raisons qui expliquent la détérioration de votre situation financière ?</p>	<p><b>1</b> = Pas d'accès à la terre  <b>3</b> = Raisons sécuritaires  <b>5</b> = Raisons de santé  <b>7</b> = Pas d'accès aux pâturages  <b>9</b> = Agression sexuelle  <b>10</b> = Autre _____</p>	<p><b>2</b> = manque de moyens financiers  <b>4</b> = climat (sècheresse, inondation...)  <b>6</b> = manque de débouchés commerciaux  <b>8</b> = pas de contrainte particulière</p>	<p><b>A.</b>  __   <b>B.</b>  __ </p>
------------	---	--	---	---

### 5- Pouvoir économique et prise de décision

<b>5.2.</b>	<p>Dans votre famille, qui a généralement le dernier mot dans les décisions suivantes :  Lire les noms des services suivants et  <b>1=</b> L'enquêté lui-même, <b>2=</b> Le père de famille, <b>3=</b> La mère de famille, <b>4=</b> L'aîné de la famille, <b>5=</b> Un autre membre de la famille</p>
-------------	--

<b>5.2.1</b>	Les achats de choses importantes pour le ménage ?	A  __	<b>5.2.2.</b>	Les achats pour les besoins quotidiens de la famille ?	A  __	<b>5.2.3</b>	Quelle nourriture sera préparée chaque jour dans le ménage ?	A  __
<b>5.2.4</b>	Vos propres soins de santé ?	A  __	<b>5.2.5</b>	Les études des enfants du foyer / La profession ou carrière professionnelle	A  __	<b>5.2.6</b>	Le vote	A  __
<b>5.2.7</b>	Le mariage des enfants		<b>5.2.8</b>			<b>5.2.9</b>	Autre à préciser	

<b>5.3.</b>	<p>Donnez votre degré d'accord avec les affirmations suivantes :</p> <p><b>1=</b> Pas d'accord du tout, <b>2=</b> Pas d'accord, <b>3=</b> Ni d'accord, ni pas d'accord, <b>4=</b> D'accord, <b>5=</b> Tout à fait d'accord, <b>9=</b> Ne veut pas répondre</p>
-------------	--

<b>5.3.1</b>	Les jeunes du village/quartier sont majoritairement dépendants de leurs parents	A  __	<b>5.3.2.</b>	Un jeune du village/quartier ne peut pas se marier avec qui il/elle veut sans le consentement de ses parents	A  __	<b>5.3.3</b>	Les jeunes du village sont encouragés à s'expatrier pour aider les familles	A  __
<b>5.3.4</b>	Les jeunes du village/quartier se sentent valorisés par les membres de votre localité.	A  __	<b>5.3.5</b>	Les jeunes participent aux rencontres pour décider du village/quartier	A  __	<b>5.3.6</b>	Les jeunes du village sont encouragés à jouer un rôle pour protéger la population contre la violence physique	A  __
<b>5.3.7</b>	Les jeunes du village/quartier peuvent influencer les décisions sur la marche de leur communauté	A  __	<b>5.3.8</b>	Un jeune du village/quartier peut se présenter à un poste électif sans problème	A  __	<b>5.3.9</b>	Les personnes influentes du village (chefs traditionnels et religieux) écoutent les jeunes et les appuient	A  __

## III – PERSPECTIVES POUR LES JEUNES

### 6. – Perception de la situation actuelle

<b>6.1</b>	Personnellement, comment qualifieriez-vous votre situation actuelle et future ?		
<b>6.1.1</b>	Diriez-vous que votre situation actuelle est	<p><b>5=</b> Très bonne  <b>4=</b> Assez bonne  <b>3 =</b> Ni bonne ni mauvaise  <b>2=</b> Assez mauvaise  <b>1=</b> Très mauvaise  <b>9 =</b> [NSP]</p>	__
<b>6.1.2</b>	En comparant votre situation actuelle à celle des autres jeunes de votre village/quartier, diriez-vous qu'elle est... ?	<p><b>5=</b> Bien meilleure  <b>4=</b> Plutôt meilleure  <b>3=</b> A peu près identique  <b>2=</b> Plutôt moins bonne  <b>1=</b> Bien moins bonne  <b>9=</b> [NSP]</p>	__
<b>6.1.3</b>	Quand vous pensez à l'avenir, êtes-vous plutôt optimiste ou plutôt pessimiste... ?	<p><b>5=</b> Très optimiste  <b>4=</b> Plutôt optimiste  <b>3=</b> Ni optimiste, ni pessimiste  <b>2=</b> Plutôt pessimiste  <b>1=</b> Très pessimiste  <b>9=</b> [NSP]</p>	__

### 7 – Anticipation de l'avenir

<b>7.1.</b>	<p>Parmi les affirmations suivantes, précisez celles qui répondent à vos projets et donnez votre degré d'accord :</p> <p><b>1=</b> Pas d'accord du tout, <b>2=</b> Pas d'accord, <b>3=</b> Ni d'accord, ni pas d'accord, <b>4=</b> D'accord, <b>5=</b> Tout à fait d'accord, <b>9=</b> Ne veut pas répondre</p>
-------------	---

	<b>7.1.1</b>	Je veux fonder une famille et élever mes enfants	A  __	<b>7.1.2.</b>	Je veux faire une formation et réussir sa carrière professionnelle	A  __	<b>7.1.3</b>	Je veux créer ma propre entreprise dans le village/quartier	A  __
	<b>7.1.4</b>	Je veux rester dans le village/quartier et travailler avec les organisations communautaires de base	A  __	<b>7.1.5</b>	Je veux m'engager en politique et être un élu local	A  __	<b>7.1.6</b>	Je veux avoir des terres et m'investir dans l'agriculture	A  __
	<b>7.1.7</b>	Je veux avoir un troupeau et m'investir dans l'élevage	A  __	<b>7.1.8</b>	Je veux quitter le village/quartier et tenter la migration vers l'étranger	A  __	<b>7.1.9</b>	Je veux m'investir activement dans la sécurité de ma communauté	A  __
		Je veux m'investir activement dans la sécurité de mon pays	A  __		Je ne vois aucune alternative.	A  __			